



## CHAPITRE 56

Loi modifiant la Loi de l'aide au  
développement industriel du Québec

[Sanctionnée le 31 juillet 1974]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1971, c.  
64, a. 2,  
rempl.

**1.** L'article 2 de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (1971, chapitre 64) est remplacé par le suivant:

Aide aux  
entreprises  
manufac-  
turières.

« **2.** Le ministre est chargé de stimuler le développement économique et la transformation de la structure industrielle du Québec en favorisant une meilleure interrelation des activités des entreprises, une participation accrue de la population québécoise à l'activité économique ainsi que la création d'emplois; à ces fins, il accorde l'aide financière nécessaire aux entreprises manufacturières qui, conformément aux critères établis par les règlements,

a) font au Québec un investissement mettant en oeuvre une technologie moderne afin de fabriquer un bien de conception nouvelle, un bien non encore fabriqué au Québec ou un bien dont la production au Québec sur une base compétitive est insuffisante par rapport à des marchés domestiques ou internationaux offrant des perspectives de croissance importante et continue;

b) consolident leurs moyens de production ou mettent en commun leurs opérations en tout ou en partie de façon à devenir plus compétitives et à accroître leur part du marché et, à ces fins, fusionnent

## CHAPTER 56

An Act to amend the Québec Industrial  
Development Assistance Act

[Assented to 31st July 1974]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** Section 2 of the Québec Industrial Development Assistance Act (1971, chapter 64) is replaced by the following:

1971, c.  
64, s. 2,  
replaced.

“**2.** The Minister shall be entrusted with stimulating the economic development and the transformation of the industrial structure of the province of Québec by promoting better interrelations in business activities, increased participation of the population of the Province in economic activities, and the creation of new jobs; for such purposes, he shall grant the necessary financial assistance to manufacturing businesses which, in accordance with the criteria prescribed by the regulations,

Assistance  
to manu-  
facturing  
businesses.

(a) invest in the province of Québec in making use of advanced technology to manufacture a newly-conceived product, a product not yet manufactured in the province of Québec or a product whose production on a competitive basis in the province of Québec is insufficient in relation to domestic or international markets which offer prospects of continuous, significant growth;

(b) consolidate their means of production or pool their operations in whole or in part so as to become more competitive and increase their share of the market and for such purposes, amalgamate with one

entre elles, acquièrent d'autres entreprises ou leurs moyens de production, ou regroupent leurs ressources ou leurs intérêts de toute autre manière;

c) ne peuvent, bien qu'elles soient rentables, obtenir d'assistance financière autrement à des taux et conditions raisonnables et contribueraient plus efficacement au développement économique du Québec ou d'une de ses régions si elles obtenaient l'aide financière.

Aide aux entreprises exportant des biens.

Le ministre est également chargé d'accorder aux fins susdites l'aide financière aux entreprises manufacturières ou commerciales qui, conformément aux règlements, exportent des biens manufacturés au Québec. »

another, acquire other businesses or their means of production, or pool their resources or interests in any other manner;

(c) although profitable, are unable to obtain financial assistance otherwise at reasonable rates and on reasonable conditions, and would contribute more effectively to the economic development of the province of Québec, or any of its regions, if they obtained financial assistance.

The Minister shall also be entrusted with granting for the purposes above mentioned financial assistance to manufacturing or commercial businesses which, in accordance with the regulations, export products manufactured in the province of Québec."

Financial assistance for export products.

1971, c. 64, a. 4, mod.

**2.** L'article 4 de ladite loi est modifié en ajoutant, après le paragraphe *d*, le suivant:

« *e*) l'achat d'actions d'entreprises manufacturières ou commerciales visées à l'article 2. »

**2.** Section 4 of the said act is amended by adding, after paragraph *d*, the following:

"(e) the purchase of shares in manufacturing or commercial businesses contemplated in section 2."

1971, c. 64, s. 4, am.

Id., a. 6, mod.

**3.** L'article 6 de ladite loi est modifié:

*a*) en remplaçant les deux dernières lignes du deuxième alinéa par ce qui suit: « visée aux paragraphes *a* ou *b* de l'article 2 ou au deuxième alinéa dudit article. »;

*b*) en ajoutant, après le deuxième alinéa, le suivant:

Prise à charge.

« Ces prêts peuvent également faire l'objet d'une prise à charge en vertu du paragraphe *a* de l'article 8. »

**3.** Section 6 of the said act is amended: Id., s. 6, am.

(a) by replacing the last three lines of the second paragraph by the following: "at a lower rate to a business contemplated in paragraph *a* or *b* of section 2 or in the second paragraph of such section.";

(b) by adding, after the second paragraph, the following:

"Such loans may also be the object of an assumption under paragraph *a* of section 8."

Assumption.

1971, c. 64, a. 7, mod.

**4.** L'article 7 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Acquisition d'actions, etc.

« Elle peut aussi prendre la forme de l'acquisition par la Société des actions d'une entreprise visée à l'article 2, pourvu qu'elle ne détienne en aucun temps la majorité du capital social de cette entreprise; de plus, la Société ne peut détenir des titres qui portent son investissement total en actions de telles entreprises à plus de 30 pour cent de son actif total. »

**4.** Section 7 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following: 1971, c. 64, s. 7, am.

"It may also be in the form of the acquisition by the Corporation of shares in a business contemplated in section 2, provided that at no time it holds the majority of the capital stock of such business; moreover, the Corporation shall not hold securities which increase its total investment in shares of such businesses to more than 30% of its total assets."

Acquisition of shares, etc.

1971, c. 64, a. 8, mod.

**5.** L'article 8 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

**5.** Section 8 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following: 1971, c. 64, s. 8, am.

Autres  
formes  
d'aide.

« 8. Dans le cas d'une entreprise visée aux paragraphes *a* ou *b* de l'article 2 ou au deuxième alinéa dudit article, l'aide financière peut, en outre des autres modalités prévues par la présente loi, être consentie sous les formes suivantes: ».

1971, c.  
64, a. 10,  
mod.  
Vente ou  
location.

6. L'article 10 de ladite loi est modifié en ajoutant les alinéas suivants:

« Avec l'approbation prévue à l'alinéa précédent, la Société peut vendre ou louer ces immeubles à des entreprises commerciales à défaut de pouvoir le faire à des entreprises manufacturières.

Mandat  
aux muni-  
cipalités.

La Société peut confier à une municipalité et une municipalité peut accepter que la Société lui confie un mandat aux termes duquel la municipalité administrera et entretiendra ces immeubles situés dans son territoire et ce à ses frais s'ils sont vacants et aux frais de la Société s'ils sont loués. »

1971, c.  
64, a. 12,  
mod.

7. L'article 12 de ladite loi est modifié en insérant dans la septième ligne, après le chiffre « 2 », ce qui suit: « ou au deuxième alinéa dudit article ».

Id., a. 19,  
remp.

8. L'article 19 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Conseil  
d'admini-  
stration.

« 19. La Société est administrée par un conseil d'administration de treize membres, soit:

a) un président, qui est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil et qui peut cumuler la fonction de directeur général;

b) un directeur général, qui est nommé et rémunéré suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 14);

c) un vice-président et les autres membres, qui sont nommés pour trois ans par le lieutenant-gouverneur en conseil. »

1971, c.  
64, aa.  
27, 28,  
remp.

9. Les articles 27 et 28 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

Comité  
exécutif.

« 27. Le conseil d'administration peut constituer un comité exécutif auquel il délègue une partie de ses pouvoirs.

« 8. In the case of a business contemplated in paragraph *a* or *b* of section 2 or in the second paragraph of such section, financial assistance may be granted, in addition to the other terms and conditions provided by this act, under the following forms:”.

6. Section 10 of the said act is amended by adding the following paragraphs:

“With the approval contemplated in the preceding paragraph, the Corporation may sell or lease such immovables to commercial businesses if it fails to sell or lease them to manufacturing businesses.

The Corporation may entrust a municipality and a municipality may accept that the Corporation entrust it with a mandate under the terms of which the municipality shall administer and maintain such immovables situated in its territory and so do at its expense if they are vacant and at the expense of the Corporation if they are leased.”

7. Section 12 of the said act is amended by inserting in the eighth line, after the figure “2”, the following: “, or in the second paragraph of such section”.

8. Section 19 of the said act is replaced by the following:

“19. The Corporation shall be administered by a board of directors consisting of thirteen members, namely:

(a) a president, who shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council and who may hold the office of general manager;

(b) a general manager, who shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14);

(c) a vice-president and the other members, who shall be appointed for three years by the Lieutenant-Governor in Council.”

9. Sections 27 and 28 of the said act are replaced by the following:

“27. The board of directors may constitute an executive committee to which it shall delegate part of its powers.

Further  
forms of  
assistance.

1971, c.  
64, s. 10,  
am.  
Sale or  
lease.

Mandate  
to munic-  
ipalities.

1971, c.  
64, s. 12,  
am.

Id., s. 19,  
replaced.

Board of  
directors.

1971, c.  
64, ss.  
27, 28,  
replaced.

Executive  
commit-  
tee.

**Directeur général.** L'administration courante de la Société relève du directeur général qui exerce en outre les autres pouvoirs qui lui sont conférés par règlement de la Société.

The day-to-day business of the Corporation shall be under the jurisdiction of the general manager who shall also exercise the other powers conferred upon him by by-law of the Corporation. **General manager.**

**Composition.** « **28.** Le comité exécutif est composé du président, du directeur général et d'au moins trois autres personnes que la Société nomme parmi ses membres. »

« **28.** The executive committee shall consist of the president, the general manager and at least three other persons appointed by the Corporation from among its members. » **Composition.**

1971, c. 64, a. 40, mod. **10.** L'article 40 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la sixième ligne du deuxième alinéa, les mots « de fabrication ».

**10.** Section 40 of the said act is amended by striking out the word "manufacturing" in the fifth and sixth lines of the second paragraph. 1971, c. 64, s. 40, am.

**Id., a. 43, remp.** **11.** L'article 43 de ladite loi est remplacé par le suivant :

**11.** Section 43 of the said act is replaced by the following: **Id., s. 43, replaced.**

**Déduction autorisée.** « **43.** Une succession ou un particulier autre qu'une fiducie, qui est tenu d'inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, aux fins d'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 23), un montant à titre d'intérêt provenant d'une obligation industrielle peut déduire dans le calcul de son revenu pour cette année d'imposition, aux fins d'application de ladite loi, un montant égal au montant de cet intérêt, selon les modalités et les maximums prévus par les règlements adoptés en vertu de ladite loi. »

« **43.** An estate or an individual, other than a trust, which or who is bound to include in computing its or his income for a taxation year, for the purposes of the application of the Taxation Act (1972, chapter 23), an amount as interest from any industrial bond, may, in computing its or his income for that taxation year for the purposes of the application of the said act, deduct an amount equal to the amount of such interest, in accordance with the terms and conditions and maximum amounts prescribed by the regulations made under the said act. » **Deduction authorized.**

1971, c. 64, a. 45, mod. **12.** L'article 45 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe *a*, les mots « sauf si cet emprunt est fait par voie d'obligations industrielles, ».

**12.** Section 45 of the said act is amended by striking out the words "except if such loan is made by means of industrial bonds," in the third and fourth lines of paragraph *a*. 1971, c. 64, s. 45, am.

**Id., a. 46, remp.** **13.** L'article 46 de ladite loi est remplacé par le suivant :

**13.** Section 46 of the said act is replaced by the following: **Id., s. 46, replaced.**

**Versements par le ministre.** « **46.** Le ministre des finances verse à la Société, à sa demande, les deniers requis pour l'application du deuxième alinéa de l'article 2, du deuxième alinéa de l'article 6, des paragraphes *a* et *b* de l'article 8 ainsi que, lorsqu'il en résulte une perte pour la Société, pour l'application de l'article 10. »

« **46.** The Minister of Finance shall pay to the Corporation, at its request, the moneys required for the application of the second paragraph of section 2, of the second paragraph of section 6, of paragraphs *a* and *b* of section 8, and when there is a loss for the Corporation, for the application of section 10. » **Payment of moneys by Minister.**

1971, c. 64, a. 48, mod. **14.** L'article 48 de ladite loi est modifié :

**14.** Section 48 of the said act is amended: 1971, c. 64, s. 48, am.

a) en retranchant, dans la deuxième ligne du paragraphe *a* du premier alinéa, le mot « manufacturières »;

b) en remplaçant les quatre premières lignes du paragraphe *b* du premier alinéa par ce qui suit :

« *b*) établir des critères applicables aux entreprises afin de déterminer si elles sont sujettes à l'application des paragraphes *a*, *b* ou *c* du premier alinéa de l'article 2 ou à celle du deuxième alinéa dudit article, »;

c) en insérant, dans la quatrième ligne du paragraphe *h*, après le chiffre « 2 », les mots « ou au deuxième alinéa dudit article »;

d) en ajoutant, après le paragraphe *m* du premier alinéa, le suivant :

« *n*) déterminer, pour les fins du deuxième alinéa de l'article 2, les entreprises manufacturières et commerciales qui peuvent être considérées comme exportant des biens manufacturés au Québec et les conditions qu'elles doivent remplir pour avoir droit de recevoir l'aide financière. »

(*a*) by striking out the word "manufacturing" in the first and second lines of subparagraph *a* of the first paragraph;

(*b*) by replacing the first, second, third and fourth lines of subparagraph *b* of the first paragraph by the following:

"(*b*) establish the criteria applicable to businesses to determine whether they are subject to the application of subparagraphs *a*, *b* or *c* of the first paragraph of section 2 or to that of the second paragraph of the said section, as the";

(*c*) by inserting in the fourth line of subparagraph *h*, after the figure "2", the words ", or in the second paragraph of the said section";

(*d*) by adding, after subparagraph *m* of the first paragraph, the following:

"(*n*) determine, for the purposes of the second paragraph of section 2, the manufacturing and commercial businesses which may be considered as businesses exporting products manufactured in the province of Québec and the conditions they must fulfil to be entitled to receive financial assistance."

Entrée en  
vigueur.

**15.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**15.** This act shall come into force on the day of its sanction. Coming  
into force.